

Annexe 3-3 – Formulaire de nomination ou de renouvellement de dirigeant

Ce formulaire est à servir en cas de nomination ou de renouvellement :

- De dirigeants mentionnés à l'article LP 322-3 (directeur général, directeurs généraux délégués, directeur général unique, membres du directoire ainsi que de toute personne appelée à exercer en fait des fonctions équivalentes ; mandataire général) ;
- D'un représentant de mandataire général personne morale, mentionné à l'article DEL 333-1 ;
- De dirigeants effectifs mentionnés à l'article DEL 323-35.

Pour être considéré comme complet, le dossier doit comporter un exemplaire daté et signé du présent formulaire, et les documents suivants :

- une copie d'une pièce d'identité en cours de validité de la personne concernée,
- le curriculum vitae en français, actualisé, daté et signé par la personne concernée, indiquant notamment de façon détaillée les formations suivies, les diplômes obtenus et pour chacune des fonctions exercées au cours des 10 dernières années en France ou à l'étranger, le nom ou la dénomination sociale de l'employeur ou de l'entreprise concernée, les responsabilités effectivement exercées, les résultats obtenus en termes de développement de l'activité et de rentabilité,
- une copie certifiée conforme du document de nomination du dirigeant (un extrait du procès-verbal de l'organe social ayant procédé à la nomination),
- la déclaration de non condamnation relative aux I et II de l'article LP 331-3.
- pour les personnes ressortissantes d'un Etat étranger, un document équivalent au bulletin n° 3 du casier judiciaire délivré par une autorité administrative ou judiciaire compétente de cet Etat. Lorsqu'elles sont ressortissantes d'un Etat qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace Économique Européen, les documents attestant de la régularité de leur situation sur le territoire français,
- pour les personnes ne résidant pas en France depuis trois ans au moins, une attestation tenant lieu d'extrait de casier judiciaire, émanant de l'autorité compétente du pays où le déclarant réside et comportant la désignation de l'autorité signataire et du pays concerné,

Ces documents peuvent être transmis par voie électronique à la Direction générale des affaires économiques.

Avertissement

Les réponses au questionnaire ci-après doivent être accompagnées de toutes les précisions permettant d'éclairer l'appréciation de la Polynésie française. Il importe que toutes les rubriques soient servies.

Les manquements ou infractions ayant donné lieu à amnistie ne doivent pas être mentionnés.

Les renseignements concernant des entreprises non assujetties ne doivent être communiqués que dans la mesure où cette transmission n'est pas interdite par une obligation de discrétion ou par la réglementation.

Le questionnaire doit être retourné dûment complété et signé par l'intéressé. Il est aussi signé par :

- Un autre dirigeant ou le président du conseil d'administration ou de surveillance, lorsque l'intéressé est un dirigeant mentionné à l'article LP 322-3, autre que mandataire général ;

- Un dirigeant de l'entreprise, lorsque l'intéressé est mandataire général ou représentant de mandataire général personne morale, mentionnés à l'article DEL 333-1 ;
- Un autre dirigeant effectif, lorsque l'intéressé est un dirigeant effectif mentionné à l'article DEL 323-35.

Désignation de l'entreprise concernée par le présent formulaire

Dénomination sociale :

Numéro Tahiti :

Identifiant d'entité juridique (LEI) :

Personne concernée par le présent formulaire

Civilité		Nom d'usage	
Nom de famille		Alias	
Prénom		Autres prénoms	
Nom du père ¹		Prénom du père	
Nom de la mère		Prénom de la mère	
Date de naissance		Pays de naissance	
Commune de naissance		Code postal commune de naissance	
Nationalité		Autre nationalité	

Adresse personnelle (*Indiquer le lieu de résidence envisagé à la suite de la prise de fonction s'il est différent du lieu actuel. Tout changement d'adresse devra être porté à la connaissance de la Polynésie française.*)

Code postal

Ville

Pays

E-mail

Fonction

Date d'entrée en
fonction

¹ Afin d'éviter des erreurs d'identification, notamment dans des cas d'homonymies.

Niveau de connaissance en
français²

Questionnaire relatif à la personne intéressée

1. Nomination :

Fonctions actuellement exercées au sein de l'entreprise avant la nomination (le cas échéant)	
Fonctions exercées après la nomination	

Pour les dirigeants effectifs, joindre le procès-verbal du Conseil d'administration ou du Conseil de surveillance nommant la personne concernée par la présente demande comme dirigeant effectif, si cette personne n'exerce pas une fonction conférant la qualité de dirigeant effectif.

2. Renseignez le tableau ci-dessous recensant les dirigeants mentionnés à l'article LP 322-3 ou les dirigeants effectifs mentionnés à l'article DEL 323-35, y compris la personne concernée par la présente demande et détaillant les attributions, les connaissances (formation initiale, formation continue) et l'expérience (faire notamment figurer les éventuelles autres fonctions exercées au cours des dix dernières années).

Joindre un organigramme fonctionnel de l'entreprise ou de la succursale pour laquelle la présente déclaration est faite. L'organigramme devra préciser les modalités de partage des responsabilités avec les autres dirigeants.

Identité et fonctions	Attributions	Date de nomination et, le cas échéant, durée du mandat	Formation initiale et continue	Expérience (assurance/hors assurance en précisant la durée)*	Autres compétences

*Mettre en évidence les fonctions exercées dans le domaine des assurances

Précisions complémentaires :

3. Si le dirigeant n'a pas la qualité de mandataire social :

² Pour les non francophones

Quelle est l'étendue des pouvoirs qui vous sont délégués ?	
Quel est leur mode d'attribution ?	

Pour le mandataire général ou le représentant du mandataire général personne morale :

Quelle est l'étendue des responsabilités qui vous ont été attribuées par l'entreprise pour laquelle la présente déclaration est faite ?	
---	--

4. Renseignez le tableau ci-dessous s'il est prévu que vous commenciez ou continuiez à exercer d'autres fonctions de direction ou de membre du conseil quel que soit le type d'entreprise.

Veillez vérifier que vous respectez les règles relatives au cumul des mandats applicables à l'organisme pour lequel la présente déclaration est faite, et indiquez la répartition de votre temps consacré à chacun de vos mandats.

Indiquez les mandats pour lesquels vous pourriez connaître des conflits d'intérêts : dans ce cas, précisez les dispositions que vous comptez prendre pour y remédier, et si des dispositions statutaires de l'organisme pour lequel vous répondez au présent questionnaire vous sont ou vous seraient applicables dans ce domaine.

Tableau 1 : Mandat(s) **au sein** du groupe d'appartenance de l'entreprise pour laquelle la présente déclaration est faite :

	Intitulé du poste	Dénomination sociale	Forme juridique	Numéro Tahiti (ou numéro d'identification au RCS)
Entités ayant leur siège en Polynésie française				
Entités ayant leur siège hors de Polynésie française				

Tableau 2 : Mandat(s) **à l'extérieur** du groupe d'appartenance de l'entreprise pour laquelle la présente déclaration est faite :

	Intitulé du poste	Dénomination sociale	Forme juridique	Numéro Tahiti (ou numéro d'identification au RCS)
Entités ayant leur siège en Polynésie française				
Entités ayant leur siège hors de Polynésie française				

Précisions complémentaires :

5. Si vous avez détenu au cours des dix dernières années au moins 20 % du capital ou des droits de vote d'une entreprise, été un associé en nom ou un associé commandité d'une autre entreprise, précisez :

Nom de ces entreprises	Activité de ces entreprises	Niveau de participation (en pourcentage du capital et en droits de vote)	Période concernée	Lien entre ces entreprises et l'organisme qui dépose le dossier

6. Engagements pris en Polynésie française ou en dehors au titre des fonctions précédemment exercées en Polynésie française ou en dehors :

Êtes-vous lié par certains engagements à ce titre (clause de non concurrence, par exemple) ?	
--	--

7. Avez-vous, directement ou indirectement par l'intermédiaire de proches³, des liens financiers ou non financiers avec les dirigeants, les membres du conseil ou les titulaires de postes clés de l'entreprise mentionnée dans ce questionnaire ?

8. Avez-vous, directement ou indirectement par l'intermédiaire de proches, des liens financiers ou non financiers avec les dirigeants, les membres du conseil ou les titulaires de postes clés de la maison-mère, des actionnaires de contrôle, des filiales ou des sociétés dans lesquelles cette entreprise détient des participations ?

9. Précisez, pour chacun des cas ci-dessous, si l'une des entreprises dans lesquelles vous avez exercé au cours des dix dernières années ou exercez encore des responsabilités ou des fonctions de dirigeant effectif ou dont vous détenez une participation d'au moins 20 %, êtes ou avez été un associé en nom ou un associé commandité :

S'est vu refuser ou retirer une autorisation ou un agrément dans le domaine des assurances, bancaire, ou financier, en Polynésie française ou en dehors ou d'une mesure de redressement ou liquidation judiciaires en précisant les procédures en cours.	
A vu ses commissaires aux comptes ou les contrôleurs légaux pour les entreprises ayant leur siège social à l'étranger refuser de certifier les comptes ou assortir leur certification de réserves	
A fait l'objet d'une condamnation pénale, d'une sanction administrative ou disciplinaire prise par une autorité de contrôle ou une organisation professionnelle, notamment une mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle en Polynésie française ou en dehors. Une telle procédure est-elle en cours ?	

10. Précisez, pour chacun des cas ci-dessous, si vous avez fait l'objet au cours des dix dernières années :

d'une condamnation pénale, d'une interdiction de gérer, d'une sanction administrative ou disciplinaire d'une autorité de contrôle ou professionnelle ou d'une mesure de suspension ou d'exclusion d'une organisation professionnelle en Polynésie française ou en dehors. Faites-vous actuellement l'objet d'une telle procédure ?	
--	--

³un conjoint, un partenaire, un cohabitant, un enfant, un parent ou toute autre relation avec laquelle le candidat partage un logement..

d'un licenciement pour faute professionnelle ou d'une révocation d'un de vos mandats (donnez dans ce cas toutes précisions utiles). Une telle procédure est-elle en cours en Polynésie française ou en dehors?	
--	--

11. Autres informations :

Avez-vous fait l'objet d'un examen par une autre autorité de supervision des assurances ou une autre autorité non assurantielle de votre expérience, compétence et honorabilité ? Nous fournir le résultat de cette évaluation.	
---	--

Fournir, le cas échéant, toute information susceptible d'éclairer l'appréciation de la Polynésie française sur votre honorabilité et votre compétence.	
--	--

Les données à caractère personnel collectées par la Direction générale des Affaires économiques (DGAE), directement auprès de vous et indirectement auprès de l'entreprise d'assurance qui a collecté les données en premier lieu font l'objet d'un traitement ayant pour finalité le contrôle des nomination ou renouvellement de dirigeants de sociétés d'assurance.

Ce traitement est fondé sur la mission d'intérêt public de la DGAE, en matière économique. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'article LP 322-3 et A 322-1 du code des assurances.

Les données indiquées dans le présent formulaire sont, à ce titre, obligatoires. A défaut la DGAE ne pourra satisfaire à votre demande. Elles sont à destination de la cellule Activités et professions réglementées de la DGAE conformément à l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « Direction générale des Affaires économiques ».

Elles sont conservées pendant toute votre activité puis 6 ans à compter de la cessation de fonction du dirigeant.

Conformément à la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez des droits suivants sur vos données : droit d'accès, droit de rectification, droit à l'effacement, droit d'opposition, droit à la limitation du traitement, que vous pouvez exercer, en justifiant de votre identité, aux adresses suivantes :

Direction générale des Affaires économiques BP 82 – 98 713 Papeete TAHITI Tél. : (+689) 40 50 97 97 Fax : (+689) 40 50 97 79 Courriel : secretariat.dgae@administration.gov.pf

Pour des questions sur vos données, vous pouvez contacter la Déléguée à la Protection des Données aux adresses suivantes : DPO, à la Direction du système d'Information de la Polynésie française (DSI), BP 4574 98 713 Papeete

Courriel: dpo@administration.gov.pf

Vous pouvez également introduire une réclamation auprès de la CNIL www.cnil.fr, si vous estimez que vos droits n'ont pas été respectés.